

Kigali, le 30 avril 1980.....

N°17/06/261/80.....

A traiter par
Date entrée: 3/5/80
N° Classement: 57/18/12.01

Monsieur le Ministre des Travaux
Publics et de l'Equipement
KIGALI

Objet: Projet de décret-loi
relatif à l'aménagement
Urbain et du Territoire

Monsieur le Ministre,

Me référant au Projet de décret-loi relatif
à l'aménagement Urbain et du Territoire, j'ai l'honneur de vous transmettre
ci-après les avis et observations de mon département.

Dans le titre III sur les plans régionaux
d'aménagement; il est recommandable d'établir un groupe d'experts pour
désigner un réseau d'établissement humains couvrant tout le pays, précisant le
processus de regroupement des populations et définir les terrains réservés au
secteur purement agricole.

Aussi, je suggère que le Ministère ayant l'Urbanisme
dans ces attributions ait un rôle bien précis dans la juridiction sur les terres
urbaines.

L'article 30-1 peut être complété comme suit: " Les
Ministères ayant l'Urbanisme, le Plan, l'Hygiène Publique, l'Agriculture,
les Etablissements Humains et l'Environnement ainsi que l'Economie dans
leurs attributions rédigeront un "recueil général des instructions en
matière d'Urbanisme, d'Hygiène et d'habitat " dit " Manuel d'Urbanisme".

Pour le Ministère des Affaires Sociales et du
Mouvement Coopératif, je proposerais que ce travail soit suivi de près par le
bureau de l'habitat et Environnement.

Au titre VIII, il faudrait une disposition
qui défende la masse, en lui donnant des garanties de vivre encore dans
un logement non amélioré en attendant de réunir des moyens nécessaires à cette
amélioration. Dans ce sens, on pourrait ajouter un article 39.1.c ainsi formulé:
"Il est prévu des secteurs de logis sociaux où l'usage de matériaux de construc-
tion non durables ou semi-durables est permis en attendant que les habitants
soient en mesure de se construire de meilleurs abris dans les limites d'un
délai convenu."

En effet, cet article protégerait les paysans,
petits et moyens salariés qui ne peuvent pas se construire dans l'immédiat
des logis en matériaux durables.

Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le
Président de la République
Rwandaise
KIGALI
- Monsieur le Secrétaire Général
du M.R.N.D.
KIGALI
- Monsieur le Ministre (Tous)
KIGALI

Le Ministre des Affaires Sociales
et du Mouvement Coopératifs
Dr. NTABOYURA Venant



/E.NT.K/R.J.E/

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DU COMMERCE
B.P. 73 KIGALI.

Kigali, le.. .04.Février.1980

N° 15.02.02/ 0369/80/POLISEC.

Monsieur le Ministre des Travaux
Publics et de l'Equipement
K I G A L I .-

Objet: Projet de décret-loi
relatif à l'Aménagement
Urbain et du Territoire.

Monsieur le Ministre,

Référence faite à votre lettre n° 15.00.03/
6009 du 10 décembre 1979 et dont copie me fut réservée, j'ai
l'honneur de vous transmettre les souhaits de mon Département
sur l'objet rappelé en marge.

L'article 36.3 mérite, à mon avis, d'être
complété dans le sens d'une dotation de 3 unités supplémentaires.
Ainsi, en plus des membres énumérés à l'article précité, le
Comité Technique comprendrait des délégués des Départements ayant
dans leurs attributions:

- le service géologique;
- les transports;
- l'industrie et l'artisanat.

En effet, il est difficilement concevable de dresser des plans
d'érection des buildings et de tracer des routes sans recourir
à une analyse fouillée de la mécanique des sols. De même les
avis d'un expert en transport sont recommandables dans les études
technico-économiques relatives à l'exploitation des voies de
communication et ceux d'un délégué de l'industriel & artisanat
en matière de détermination des aires à prévoir pour les
installations industrielles et leurs extensions éventuelles.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DU COMMERCE,

NGIRIRA Mathieu.-

Copie pour information à:

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
K I G A L I .-
- Monsieur le Secrétaire Général du
Mouvement Révolutionnaire National pour le
Développement
K I G A L I .-
- Monsieur le Ministre (TOUS) *Ministère Sports*
K I G A L I .-

REX-ROTARY



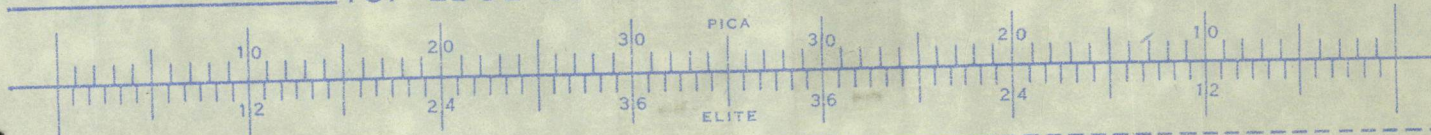
REX-ROTARY



REX-ROTARY



TOP EDGE GUIDE FOR IMPRESSION PAPER



/K.C./H.Z./

REPUBLIQUE RWANDAISE

MINISTRE DE LA JEUNESSE

ET DES SPORTS

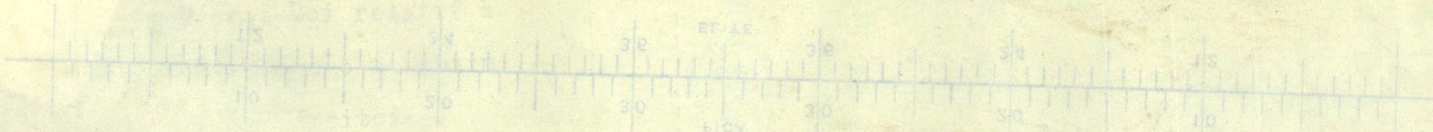
B.P. 1044 - KIGALI

Kigali, le

N° /12.64

Son Excellence Monsieur le Président

READ DIRECTIONS BEFORE USING



- Monsieur le Ministre (Dona)

KIGALI

CH. M.B.M.D.

- Monsieur le Secrétaire Général

C.B.I.9:

et des Sports.

Ministre de la jeunesse

Colonel VOYA MUKATINE

Président, l'assurance de ma haute considération.

Je vous prie, Excellence Monsieur le

Ministre de la jeunesse et des Sports.

" Les biens d'ensemblement sont réalisés et réalisés s'il y a lieu tous les

- Quant à l'article 54, il pourrait être traité comme suit :

Je vous prie de vouloir bien agréer et ainsi de l'assurance

- Pour l'article 53, je propose que les biens d'ensemblement soient réalisés

Kigali, le

N° /12.04

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
K I G A L I

Objet: Décret-loi relatif
à l'Aménagement Urbain
et du Territoire.

Excellence Monsieur le Président,

Me référant à la lettre n°15.00.03/6009 du 10
décembre 1979 émanant du Ministre des Travaux Publics et de l'Équipement et dont
l'objet est-ci dessus émarginé, j'ai l'honneur de Vous transmettre mes observations
y relatif :

- Ce projet de Décret-Loi est d'une importance capitale pour le développement
harmonieux du pays dans son ensemble et plus particulièrement de ses agglomé-
rations urbaines.
- J'appuie par conséquent la demande du Ministre des Travaux Publics et de l'Équi-
pement d'inscrire ce Projet à l'ordre du jour du Conseil du Gouvernement.
Ceci permettra, dès que le Décret-Loi sera approuvé, l'insitution de la Commis-
sion Nationale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, qui devra être
complété par :
 - le délégué du Département ayant dans ses attributions les Ponts et Chaussées
(Art. 33.1, c)
 - le Directeur de l'ORTPN (Art. 33.2).
- Pour l'article 23, je trouve que les délais devraient normalement être plus
longs compte tenu du volume de travail à exécuter et aussi de l'espace à couvrir.
- Quant à l'article 24.1, il pourrait être libéré comme suit :
" Les plans d'aménagement sont évalués et révisés s'il y a lieu tous les quinze
ans à dater de leur entrée en vigueur".

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président,
l'assurance de ma plus haute considération.

Colonel Aloys NSEKALIJE
Ministre de la Jeunesse
et des Sports.-

C.P.I.à:

- Monsieur le Secrétaire Général du M.R.N.D.

K I G A L I

- Monsieur le Ministre (Tous)

Tous approuvés
9/1/80

Kigali, le
N°

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI

Objet: Décret-loi
relatif à l'Aménagement
Urbain et du Territoire

Excellence Monsieur le Président,

Me référant à la lettre N° 15.00.03/6009 du 10 décembre 1979 émanant du Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement et dont l'objet est ci-dessus énoncé, j'ai l'honneur de Vous transmettre mes observations y relatives :

- Ce projet de Décret-Loi est d'une importance capitale pour le développement harmonieux du pays dans son ensemble et plus particulièrement de ses agglomérations urbaines.
- Je appuie par conséquent la demande du Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement d'insérer ^{ce projet} à l'ordre du jour du Conseil du Gouvernement.

Ceci permettra, dès que le Décret-Loi sera approuvé, l'institution de la Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, qui devra être complétée par :

- le délégué du Département ayant dans ses attributions les Ponts et Chaussées (Art. 33.1, c)
- le Directeur de l'ORTPM (Art. 33.2).
- Pour l'article 23, je trouve que les délais devraient normalement être plus longs compte tenu du volume de travail à exécuter et aussi de l'espace à couvrir.
- Quant à l'article 24, 1, il pourrait être libellé comme suit :
"Les plans d'aménagement sont évalués tous les quinze ans et révisés s'il y a lieu à dater de leur entrée en vigueur"

CPI :
- Général HRND
- Ministre (Tous)

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.
Colonel Aloys NDAYISHIMIYE
Ministre de la Préf. des Sp.

/NT.F./
REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE L'EQUIPEMENT
B.P. 24 KIGALI.

Kigali, le 10 DEC. 1979

N°15.00.03/ 6009

Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
K I G A L I.

OBJET: Projet de Décret-Loi
relatif à l'Aménagement
Urbain et du Territoire

A traiter par _____
Date entrée: 13/12/79
N° Classement: 4846/2

Excellence Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre
Excellence le Projet de Décret-Loi relatif à l'Aménagement Urbain et du
Territoire, pour son inscription à l'ordre du jour du Conseil du Gouvernement.

Je Vous en souhaite bonne réception et Vous
prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute
considération.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE L'EQUIPEMENT
NTEZIRYAYO Siméon.

Copie pour information à :

- Monsieur le Secrétaire Général
du Mouvement Révolutionnaire
National pour le Développement
K I G A L I.

- Monsieur le Ministre (TOUS) MINI JEUNESPORTS

K I G A L I.-

PROJET DE DECRET-LOI RELATIF A L'AMENAGEMENT
URBAIN ET DU TERRITOIRE.

Exposé des motifs

I. Considérations générales

L'Urbanisme vise à l'amélioration de l'organisation et de l'équipement des agglomérations urbaines ou même rurales.

L'aménagement du territoire a pour objet de planifier le développement des régions.

Qu'il s'agisse d'aménagement urbain ou d'aménagement régional, il est nécessaire de promouvoir cet aménagement par application des plans dressés et approuvés par l'autorité publique.

Ces plans ont pour fonction d'imposer aux constructeurs, et généralement à tous les utilisateurs du sol et de l'espace, certaines règles ou prescriptions. Il appartient aux pouvoirs publics de s'assurer du respect de ces prescriptions et de n'autoriser que les constructions conformes aux plans. Il va sans dire que l'administration doit se plier elle-même à cette discipline.

Tel est le principe fondamental qui a présidé à la rédaction du présent décret-loi.

II. Buts du projet

Le présent projet de décret-loi relatif à l'aménagement urbain et du territoire comporte une rénovation du Décret du 20 juin 1957 relatif à l'Urbanisme au Rwanda-Urundi, comme on le disait à l'époque.

Il a été aussi établi en vue de concrétiser la volonté du Chef de l'Etat manifestée à deux reprises, **premièrement** lors de Son Discours-Programme du 1er août 1973 où Il s'exprimait, (en ce qui concerne le Ministère des Travaux Publics et de l'Equipement): "... Il est chargé d'établir les plans directeurs du développement des villes et grands centres du Rwanda et de faire respecter dans la réalisation les plans approuvés; il élabore les plans régionaux d'aménagement" et ensuite lors de Son Discours-Programme du 8 janvier 1979 où Il disait : "Nous répétons qu'en milieu urbain, la mise sur pied d'un véritable plan d'aménagement est urgent pour permettre de mieux maîtriser le développement des villes, de coordonner les aménagements d'infrastructure, de concentrer l'habitat social dans des zones bien aménagées et enfin d'améliorer les services urbains au niveau des moins nantis.

Cette préoccupation doit guider les services compétents dans la mise à jour de notre législation sur l'Urbanisme qui date de l'époque coloniale, l'élaboration des plans locaux et particuliers d'aménagement de la Capitale, des chefs-lieux de préfectures et sous-préfectures, des centres commerciaux, des centres de négoce et des sièges administratifs des communes".....

Il a été encore établi pour disposer d'un outil juridique capable de mettre un frein au développement anarchique que connaissent actuellement nos centres urbains. Son établissement répond enfin à l'un des quatre objectifs du 2ème Plan Quinquennal, à savoir la coordination et la réglementation du développement de l'infrastructure urbaine.

III. Présentation du projet

Le projet est divisé en 9 titres et comporte 41 articles.

Titre I.

Il traite du Schéma d'aménagement qui a pour fonction de définir les principes d'aménagement d'une agglomération, d'arrêter le programme des investissements publics et de coordonner l'action administrative.

Il est donc le premier document de planification urbaine dont seront tirés les plans d'urbanisme : plan local d'aménagement de l'agglomération et plans particuliers d'aménagement de zones ou secteurs.

Sa conséquence juridique est de lier les administrations, de les obliger à respecter le programme qu'elles ont élaborés de concert.

Titre II.

Il contient les dispositions propres aux plans locaux et aux plans particuliers d'aménagement qui sont les plans d'urbanisme proprement dits définissant les règles juridiques d'utilisation du sol.

Les plans locaux d'aménagement régissent des agglomérations dans leur totalité et ont pour principale fonction le développement de l'urbanisation et la définition des structures urbaines.

Les plans particuliers d'aménagement régissent des quartiers ou des zones. Ils sont suffisamment détaillés pour faire l'objet d'une exécution sur le terrain. Ils sont donc des plans de détail et d'exécution et on pourrait les dénommer aussi "plans d'occupation des sols", puisqu'ils fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols.

Les plans locaux et particuliers d'aménagement sont établis par les techniciens du Ministère ayant l'urbanisme dans ses attributions.

Les plans locaux et particuliers émettent des règles relatives
- d'une part à l'organisation de l'espace : affectation des diverses zones, règles d'implantation des bâtiments, conditions à respecter en matière de

*Daboud
à carte
d'occupation
des sols.*

lotissement, interdiction de construire, etc.....

- d'autre part à l'équipement des territoires régis par ces plans :
caractéristiques des voies, emplacements réservés à la création
d'équipements, etc...

Les plans locaux et particuliers sont dressés sur ordre du Président de la République qui les approuve et les rend exécutoires. Auparavant le projet est soumis à l'enquête publique. Le public est appelé à entendre les explications données par les techniciens qui ont été chargés de l'établissement du projet. Il peut faire connaître son avis et suggérer certaines modifications. Après l'enquête publique, les conseils communaux puis la commission nationale de l'urbanisme examinent le projet qui est ensuite déposé sur le bureau du Président de la République pour approbation finale.

Titre III.

Il est relatif aux plans régionaux d'aménagement. Il s'agit là de documents d'aménagement du territoire qui orientent l'action des pouvoirs publics dans des conditions semblables à celles du schéma d'aménagement du titre I.

Titre IV.

Il pose le principe de l'obligation des autorisations préalables de construire et de lotir.

Titre V.

Ce titre propose la rédaction d'un "recueil général des instructions en matière d'urbanisme, d'hygiène et d'habitat" qui consiste en une réglementation nationale de l'utilisation du sol dans les zones d'habitat aggloméré ou dense.

En l'absence de plan d'aménagement (plan encore à l'étude ou territoire situé hors du champ d'application d'un plan approuvé), c'est cette réglementation - forcément assez élémentaire - qui doit s'appliquer.

Mais ce recueil n'est pas uniquement un règlement. Il décrit également la manière d'utiliser rationnellement le sol soit pour satisfaire aux exigences, par exemple d'un règlement annexé à un plan d'aménagement, soit pour améliorer les conditions d'occupation du sol et d'habitat en dehors de toute préoccupation réglementaire. Le recueil a donc une fonction de conseil, de popularisation des solutions jugées les plus intéressantes.

Le triple objectif de ce recueil (réglementer au niveau national, décrire ces moyens à mettre en oeuvre pour respecter les normes réglementaires, conseiller) en fait un document essentiel dont sa vertu pédagogique est du plus haut intérêt.

Titres VI et VII.

Ces titres traitent des instances consultatives consistant en une commission nationale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et un comité technique, lequel prépare le travail de la commission et la supplée en cas d'urgence.

Titre VIII.

Ces titres organisent la répression pénale.

Titre IX.

Il abroge les textes antérieurs et habilite le Ministre ayant la construction dans ses attributions à arrêter un règlement de construction des bâtiments : matériaux, dimensionnement des pièces, équipement domestique, exécution des travaux de construction.....

PROJET DE DECRET-LOI RELATIF

A L'AMENAGEMENT URBAIN ET DU TERRITOIRE

UMUSHINGA W'ITEGEKO-TEKA RYEREKEYE

IMITUNGANYIRIZE Y'IMIJYI N'UBUTAKA

BW'IGIHUGU.

Nous, HABYARIMANA Juvénal,
Président de la République,

Twebwe, HABYARIMANA Yurvenali,
Prezida wa Republika,

Vu la Constitution, spécialement
en ses articles 64, alinéa premier et 69,
alinéa premier;

Tumaze kubona Itegeko-Nshinga
cyane cyane mu ngingo yaryo ya 64,
igika cya mbere, n'iya 69, igika cya
mbere;

Revu le Décret du 20 Juin 1957 sur
l'Urbanisme au Ruanda-Urundi;

Twongeye kwitegereza Iteka ryo
kuwa 20 Kamena 1957 ryerekeye imijyi
muli Ruanda-Urundi;

Revu l'Arrêté Présidentiel
n°14/03 du 15 Mars 1963 instituant
la Commission de l'Urbanisme;

Twongeye kwitegereza Iteko rya
Prezida n°14/03 ryo kuwa 15 Werurwe
1963 rishyiraho Komisiyo y'iboneza
ry'imijyi;

Sur proposition de Notre Ministre
des Travaux Publics et de l'Equipement,
de Notre Ministre de l'Agriculture et
de l'Elevage et de Notre Ministre du Plan
et après avis du Conseil du Gouvernement
en sa séance du

Tubisabwe na Ministri Wacu w'Imi-
limo ya Leta n'Ibikoresho, na Ministri
Wacu w'Ubuhinzi n'Ubworozi na Ministri
Wacu wa Pula kandi tumaze kubona icye-
mezo cy'Inama ya Leta yateranye kuwa
.....

AVONS DECRETE ET DECRETONS :

TWACIYE ITEKA KANDI DUCIYE ITEKA :

TITRE I

INTERURO YA I

DU SCHEMA D'AMENAGEMENT

IBYEREKEYE IGISHUSHANYO-NYOBOZI

CYO GUTUNGANYA AHANTU.

Article premier.

Ingingo ya mbere.

Le schéma d'aménagement définit
les principes d'aménagement d'une aggro-
mération, arrête le programme des inves-
tissements publics et coordonne l'action
administrative.

Igishushanyo-nyobozi cyo gutunganya
chantu gitanga amabwiliza-rusange yo
kuboneza umudugudu, kikanashyiraho
programu y'uho Leta izajya ishora
amafanga kandi kikanahuriza hamwe
ibikorwa by'ubutegetsi.

Article 2 :

2.1. Le schéma d'aménagement comprend :

- a) un rapport de présentation;
- b) un schéma de l'état actuel;
- c) un schéma de l'état futur;
- d) un schéma des opérations prioritaires de première phase;
- e) un programme des investissements et des actions publics.

2.2. Le schéma détermine l'aire à laquelle il s'applique.

Article 3 :

3.1. L'établissement du schéma d'aménagement est prescrit par arrêté présidentiel.

3.2. Le projet de schéma est établi par les services du Ministère ayant l'Urbanisme dans ses attributions en collaboration avec les autres ministères intéressés, dont notamment le Ministère ayant le Plan et les terres dans leurs attributions.

3.3. Le projet de schéma est soumis à l'avis du ou des conseils communaux intéressés et à celui de la Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire. Le ou les Conseils communaux disposent d'un mois pour transmettre leur avis, faute de quoi il est passé outre.

Ingingo ya 2 :

2.1. Igishushanyo-nyobozi cyo gutunganya ahantu kigaragaza :

- a) raporo irimo ibisobanuro;
- b) igishushanyo cy'uko aho hantu hameze;
- c) igishushanyo cy'uko hazaba hameze mu gihe kizaza;
- d) igishushanyo cy'ibikorwa byihutirwa bizahashyirwa bwa mbere;
- e) porogaramu y'uko amafanga azajya ashorwa n'uko imilimo izakurikirana.

2.2. Igishushanyo-nyobozi cyerekana ubuso bw'aho kigenewe.

Ingingo ya 3:

3.1. Prezida niwe ushyiraho iteka ryo gukora igishushanyo-nyobozi cyo gutunganya ahantu.

3.2. Umushinga w'igishushanyo-nyobozi ukorwa n'abakozi bo muri Ministeri ishinze iby'imijyi, bafatanyije n'izindi ministeri zibifitemo uruhare, cyane cyane nka Ministeri zishinze Pula y'igihugu n'ubutaka.

3.3. Umushinga w'igishushanyo-nyobozi ushyikirizwa inama ya Komini cyangwa ya za Komini zibigenewe kimwe na Komisiyo isuzuma ibyerekeye imitunganyilize y'imijyi n'ubutaka bw'igihugu, kugira ngo bagire icyo bavugaho. Inama ya Komini cyangwa ya za Komini igomba gutanga icyifuzo cyayo mu gihe cy'ukwezi, byaba bitabaye muri icyo gihe hagakorwa ibigomba gukurikiraho.

3.4. Le projet de schéma, accompagné :
des avis ci-dessus, est transmis pour :
approbation, au Président de la République :
endéans le délai de 18 mois prenant cours :
à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté :
prévu à l'alinéa 1 ci-dessus. :

Article 4 :

Les décisions, programmes et plans :
dont notamment les plans d'aménagement et :
les plans d'expropriation, doivent être :
conformes au schéma d'aménagement approuvé. :

Article 5 :

A titre de mesure de sauvegarde :
et jusqu'à l'approbation des plans :
d'aménagement correspondants, le schéma :
d'aménagement peut porter interdiction :
temporaire de construire et de modifier :
l'état des lieux à l'intérieur des :
périmètres qu'il définit. :

Cette interdiction ne produit ses :
effets que pendant un délai de dix-huit :
mois à compter de l'arrêté d'approbation :
du schéma. :

Article 6 :

A titre de mesure d'exécution :
l'arrêté d'approbation du schéma :
peut valoir requête en expropriation :
des biens et droits inclus dans les :
périmètres qu'il définit en vue de la :
réalisation des travaux et opérations :
qu'il spécifie. :

3.4. Mu gihe kitarenga amezi 18 ata-
ngira kubarwa kuva ku itariki iteka
rivugwa mu gika cya 1 ryatangajwe,
umushinga w'igishushanyo-nyobozi
hamwe n'ibyifuzo byavuzwe haruguru,
wohererezwa Prezida wa Republika
kugira ngo awemere.

Ingingo ya 4 :

Ibyemezo, programu na pula,
cyane cyane pula zo gutunganya
ahantu n'izo kwimura, zigomba
kutanyuranya n'ibyataganyijwe
n'igishushanyo-nyobozi cyemewe.

Ingingo ya 5 :

Mu buryo bw'agateganyo kugeza igihe
habonekeye pula zibigenewe zo
gutunganya ahantu, igishushanyo-
nyobozi gishobora kubuza mu gihe gito
kubaka no guhindura ukundi ahantu
hagaragazwa n'icyo gishushanyo-
nyobozi.

Uko kubibuza gukurikizwa gusa
mu gihe cy'amezi 18 atangira kubarwa
kuva ku munsu bemereyeho icyo gishu-
shanyo.

Ingingo ya 6 :

Mu buryo bwo gukurikiza ibyate-
ganyijwe, iteka ryemera igishusha-
nyo-nyobozi rishobora gusaba ko
ibintu biri mu buso buteganywa n'icyo
gishushanyo byakwimurwa kugira ngo
imilimo n'ibikorwa byateganyijwe
bigerweho.

TITRE II.

DES PLANS LOCAUX ET PARTICULIERS D'AMENAGEMENT.

Article 7 :

7.1. Des plans locaux sont établis en vue de l'aménagement des agglomérations.

7.2. L'établissement des plans locaux d'aménagement est prescrit par arrêté présidentiel.

Article 8 :

8.1. Des plans particuliers sont établis en vue de l'aménagement des zones, secteurs, et parties d'agglomération.

8.2. L'établissement des plans particuliers d'aménagement est prescrit par Arrêté du Ministre ayant l'Urbanisme dans ses attributions.

Article 9 :

9.1. Les plans particuliers sont établis conformément au plan local lorsqu'un tel plan a été préalablement approuvé.

9.2. Le plan local est établi conformément au schéma d'aménagement lorsqu'un tel schéma a été préalablement approuvé.

Article 10 :

10.1. Les plans locaux et particuliers sont établis par les services du Ministère ayant l'Urbanisme dans ses attributions et sont approuvés par Arrêté Présidentiel.

UMUTWE WA II.

IBYEREKEYE PULA RUSANGE NA PULA Z'UMWIHARIKO.

Ingingo ya 7 :

7.1. Pula rusange zikorwa kugira ngo batunganye imidugudu.

Iteka rya Prezida niryo ritegeka gukora pula rusange zo gutunganya imidugudu.

Ingingo ya 8 :

8.1. Pula z'umwihariko zikorwa kugira ngo batunganye uturere, segiteri cyangwa uduce tw'imidugudu.

8.2. Ministri ushinze imitunganyirize y'imijyi niwe utanga itegeko ryo gukora pula z'umwihariko.

Ingingo ya 9 :

9.1. Pula z'umwihariko zikorwa ku buryo buhuje n'ibyataganyijwe na ~~pula~~ rusange iyo bene iyo pula yabanje kwemerwa.

9.2. Pula rusange ikorwa ku buryo buhuje n'ibyataganyijwe n'igishushanyo-nyobozi cyo gutunganya ahantu, iyo bene icyo gishushanyo cyabanje kwemerwa.

10.1. Pula rusange na pula z'umwihariko zikorwa n'abakozi bo muri Ministeri ishinze imitunganyirize y'imijyi kandi zemerwa n'Iteka rya Prezida.

10.2. Ces plans déterminent l'aire : 10.2. Izo pula zerekana ubuso bw'aho
à laquelle ils s'appliquent. : zigenewe.

10.3. Après accomplissement des for- : 10.3. Iyo ibivugwa mu ngingo ya 16
malités prescrites par l'article 16, : byakozwe, izo pula zohererezwa Prezida
ils sont soumis à l'approbation du : wa Republika kugira ngo azemere, mu
Président de la République dans un : gihe cy'amezi 18 atangira kubarwa
délai de 18 mois prenant cours à la : kuva ku italiki iteka n'itegeko bivugwa
date d'entrée en vigueur des arrêtés : mu ngingo ya 7.2. n'iya 8.2. byatangiye
prévus aux articles 7.2. et 8.2. : gukurikirizwaho.

Article 11 :

11.1. Le dossier du plan local d'aménage-
ment comprend les pièces suivantes:
a) un mémoire explicatif et justifi-
catif;
b) un plan d'aménagement ;
c) un règlement d'urbanisme, d'hygiène:
publique et d'utilisation du sol ;
d) un programme d'équipement.

Ingingo ya 11 :

11.1. Dosiye ya pula rusange igomba
kugira ibi bikurikira :
a) inyandiko isobanura uko pula ikozwe
n'impanvu zatumye ikorwa ;
b) pula y'uko hazatunganywa ;
c) amategeko y'imitunganyirize y'imijyi,
y'isuku n'uko ubutaka bugomba gufatwa;
d) porogaramu y'ukuntu ibifite akamaro
bizakorwa aho hantu.

11.2. Le dossier du plan particulier : 11.2. Uretse ibyavuzwe ku gika kibanza,
comprend outre les pièces mentionnées : dosiye ya pula y'umwihariko igomba no
à l'alinéa précédent, un programme : gutanga programu y'ibizakorwa ikanavugwa
d'exécution qui notamment fixe l'ordre : cyane cyane uko bizakurikirana kandi
de réalisation des ouvrages et déter- : ikerekana aho amafanga azaturuka,
mine les conditions financières, : amategeko azagenga ubutaka n'abashinzwe
foncières et institutionnelles : kurangiza ibivugwa muli pula.
d'exécution du plan.

Article 12 :

Le plan local d'aménagement
figure notamment :

Ingingo ya 12 :

Pula rusange igaragaza cyane cyane:

12.1. L'affectation générale des diverses : 12.1. Ahagenewe, ku buryo rusange,
zones du territoire à l'habitation, : kuzaturwa, kuzashyirwa inganda, kuza-
à l'industrie, à l'agriculture ou : hingwa cyangwa ahagenewe ikindi gikorwa,
à tout autre usage, cette : kandi uko kugenera kugashobora kuba
affectation pouvant impliquer des : kwazitira uburenganzira umuntu afite
restrictions à l'exercice du droit : ku butaka ndetse kukaba kwabuza no
de propriété, l'interdiction temporaire : kuhubaka by'agateganyo;
de construire y comprise ; .../...

- 12.2. Les emplacements approximatifs réservés à une affectation déterminée telle que champs d'aviation, jardins publics, squares, terrains de sports et de jeux, parcs, espaces libres divers, zones vertes, réserves boisées, établissements culturels, services publics, monuments;
- 12.3. Le réseau existant de la voirie principale par terre, par rail et par eau, le tracé approximatif des modifications/essentiellles à apporter à ce réseau ainsi que celui des nouvelles voies principales à créer;
- 12.4. Les caractéristiques et emprises approximatives des réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz et d'électricité;
- 12.5. Moyennant une mention formelle, le plan local peut figurer pour tout ou partie du territoire de la localité des indications habituellement réservées aux plans particuliers.
- Article 13:
- Le plan particulier d'aménagement figure notamment, outre la situation existante:
- 13.1. L'affectation détaillées des zones visées au 12.1. de l'article précédent, cette affectation pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction définitive de construire y comprise;
- 12.2. Aho bazashyira, ku buryo bugereranije, ibyagenewe iki n'iki, nk'ibibuga by'indege, ubusitani bugerwamo n'ushatse wese, ubusitani bw'impande enye bwubakiye, ibibuga bya sporu n'imikino, ahatoshye, ahateye ibiti, aho bihugurira, ahazubakwwe amazu ya Leto n'iby'urwibutso;
- 12.3. Imihanda isanzwe y'ingenzi inyura ku butaka, iya gari ya moshi, inyura mu mazi, aho imwe n'imwe izanyura ku buryo bugereranyije bibaye ngombwa kuyikosora, n'aho imishya y'ingenzi izacishwa;
- 12.4. Imiterere n'ingano by'aho amazi, imyanda, gazi n'amashanyarazi bizanyura ku buryo bugereranyije;
- 12.5. Iyo byateganyijwe ku buryo bweruye, pula rusange ishobora, mu mpande zose cyangwa igice cyazo cy'aho yagenewe, kugaragaza ibisanzwe byerekanwa gusa na pula z'umwihariko.
- Ingingo ya 13:
- Imaze kwerekana uko ahantu hasanzwe hateye, nanone pula y'umwihariko igaragaza cyane cyane:
- 13.1. Abagenewe ku buryo bunonosoye kuzashyirwa ibivugwa mu gika cya 12.1. cy'ingingo ibanziriza iyi, kandi uko kugenera kukaba kwazitira uburenganzira umuntu umuntu afite ku butaka, ndetse kukaba kwabuza no kwubakira burundu;
- ... :...

- 13.2. Les emplacements précis des affectations visées au 12.2. de l'article précédent; : 13.2. Aho bazishyira, ku buryo budashidikanywa, ibyagenwe bivugwa mu gika cya 12.2. cy'ingingo ibanziriza iyi;
- 13.3. Le réseau existant de la voirie par terre, par rail et par eau, le tracé de toutes les modifications à apporter à ce réseau, ainsi que celui des nouvelles voies à créer; : 13.3. Imihanda isanzwe inyura ku butaka, iya gari ya noshi, inyura mu mazi, aho yose izanyura imaze guhindurwa, n'aho indi mishya izacishwa;
- 13.4. Les caractéristiques et emprises précises des réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz et d'électricité; : 13.4. Imiterere n'ingano by'aho amazi, inyanda, gasi n'amashanyaraza bizanyura ku buryo budashidikanywa.
- 13.5. Les prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'esthétique à appliquer à la voirie, aux constructions et aux plantations, ces prescriptions pouvant impliquer des restrictions à l'exercice du droit de propriété, l'interdiction définitive de construire y comprise; : 13.5. Amategoko yerekeye isuku, yerekeye kwirinda ibyago, ay'uko imihanda izatakwa, uko bazubaka n'uko bazatera ibimera, ayo mategeko ahaba yazitira uburenganzira umuntu afite ku butaka, ndetse bakaba babuza no kuhubaka burundu;
- 13.6. Les prescriptions applicables aux lotissements publics ou privés. : 13.6. Amategoko agomba gukurikizwa mu ikeba ry'ibibanza bya Leta cyangwa by'abaturage.

Article 14.

- 14.1. Les plans locaux et particuliers d'aménagement valent plans d'alignement; : Ingingo ya 14.
- 14.1. Pula rusange na pula z'umwihariko zifatwa kimwe na pula zo kwerekana imbago z'imihanda nyabagendwa.
- 14.2. Les plans particuliers d'aménagement valent plans de lotissement des terrains du domaine privé des collectivités publiques. : 14.2. Pula z'umwihariko zifatwa kimwe na pula zo gukeba ibibanza mu butaka bwite bw'imiryango rusange.

.../...

Article 15:

Les prescriptions des plans locaux et particuliers d'aménagement qui ne sont pas représentées graphiquement sont consignées dans le règlement annexé au plan. Ces prescriptions ont la même force obligatoire que celles du plan.

Article 16:

16.1. En vue de l'enquête publique, le projet de plan local ou particulier d'aménagement est déposé par le Ministre ayant l'Urbanisme dans ses attributions au bureau de la ou des communes concernées.

Le public est appelé à en prendre connaissance.

16.2. Un avis de l'autorité déposante annonçant le dépôt et la prochaine ouverture de l'enquête publique est affiché à la porte du ou des bureaux communaux intéressés.

16.3. Il est justifié de l'accomplissement des formalités prévues aux alinéa 16.1. et 16.2 ci-dessus, par un procès-verbal d'ouverture de l'enquête publique dressé par l'autorité déposante.

16.4. L'enquête publique est ouverte le jour qui suit la publication de l'avis prémentionné. Elle expire le trentième jour à minuit.

16.5. Durant l'enquête publique et dans chacune des communes intéressées; les services chargés de l'établissement du plan sont tenus d'organiser une séance publique d'information et de discussions, de préférence en dehors des heures et des jours habituels de travail.

Ingingo ya 15:

Amategeko ya pula rusange na pula z'umwihariko batashoboye kugaragaza mu bishushanyo ashyirwa mu nyandiko bomeka kuli izo pula. Ayo mategeko ari mu nyandiko agomba gukurikizwa kimwe n'ali kuli izo pula.

Ingingo ya 16:

16.1. Ministri ushinze imitunganyilize y'imijyi ashyira ku biro bya Komini zibigenewe, umushinga wa pula rusange cyangwa wa pula y'umwihariko kugira ngo bazikorere ankete.

Bamenyesha bese kuza kuzireba.

16.2. Itangazo rimenyeshya ko izo pula zoherejwe handi rivuga ko ankete izatangira gukorwa rimaniye ku rugi rw'ibiro bya Komini cyangwa bya za Komini zibigenewe.

16.3. icyemezo cy'uko ibivugwa mu gika cya 16.1. n'icya 16.2. byakozwe kigazwa n'inyandiko-mvugo yemeza ko ankete itangiye handi iyo nyandiko-mvugo ikorwa n'umutegetsi wohereje za pula.

16.4. Ankete itangira ku munsu ukurikira imenyekesha ry'itangazo ryavuzwe haruguru. Iyo ankete irangira ku munsu wa mirongo itatu saa sita z'ijoro.

16.5. Igihe ankete ikorwa, abashinzwe gukora pula, bategetswe gukoresha inama imwe y'abaturage bo muri buri Komini zibigenewe, bakajya impaka kuli izo pula kandi bakabababwirira, ibyiza igaterana mu masaha n'iminsi bitari iby'akazi.

.../...

- 16.6. Le ou les Bourgmestres concernés sont chargés de tenir un registre des réclamations et observations.
- 16.7. L'autorité déposante dresse procès-verbal de clôture de l'enquête publique.
- 16.8. Le projet du plan d'aménagement, accompagné du registre d'enquête, est soumis à l'appréciation du ou des conseils communaux dans le mois qui suit la clôture de l'enquête publique.
- 16.9. Le ou les conseils communaux disposent d'un mois pour transmettre leurs avis à l'autorité déposante faute de quoi, il est passé outre.
- 16.10. Le projet de plan d'aménagement est ensuite transmis à l'avis de la Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'aménagement du Territoire. Celle-ci dispose d'un mois pour transmettre son avis à l'autorité déposante.
- 16.6. Bourgmestre cyangwa ba Burgumestri babigenewe bategetswe gushyiraho igitabo kizandikwamo ibyo rubanda rutishimiye cyangwa ibindi bifuza ko byasuzumwa.
- 16.7. Umutegets i woherereje p ula akora inyandiko-nyugoy i'irangira rya anketi.
- 16.8. Iya kwezi gukurikira irangira ry'anketi, abajyanama ba Komini zibigenewe bashyikirizwa umushinga wa p ula hamwe n'igitabo cy'anketi kugira ngo bagire icyo babivugaho.
- 16.9. Mu kwezi kumwe, abajyanama ba Komini zibigenewe bagomba kuba bahaye umutegets i woherereje p ula icyifuzo cyabo, byaba bitabaye muri icyo gihe hagakorwa ibigomba gukurikiraho.
- 16.10. Iyuma umushinga wa p ula wohererezw a Komisiyo isuzuma imitunganyirize y'imijyi n'ubutaka bw'Igihugu, kugira ngo igire icyo ivugaho. Mu gihe cy'ukwezi kumwe Komisiyo igomba kuba yahaye umutegets i woherereje p ula icyifuzo cyayo.

Article 17.

- 17.1. Les formalités prescrites par l'article 16 étant remplies, le projet de plan d'aménagement est transmis sans délai au Président de la République par l'autorité déposante.
- 17.2. Après avoir pris connaissance des réclamations et observations et avis prévus à l'article 16, le Président de la République approuve le plan d'aménagement.
- 17.1. Iyo ibya ngombwa bivugwa ku ngingo ya 16 birangiye, uwakoze umushinga wa p ula awoherereza bidatinze Prezida wa Republika.
- 17.2. Prezida wa Republika, amaze kubona ibyo rubanda rutishimiye n'ibyo bifuza ko byasuzumwa kimwe n'ibyifuzo biteganyijwe mu ngingo ya 16, yemera p ula.

17.3. Il peut y apporter, avant approbation, des corrections de minime importance.

Article 18.

18.1. Si le Président de la République rejette le projet de plan, il en ordonne le nouvel établissement:

18.2. Le projet de plan ainsi établi est à nouveau soumis à la procédure de l'article 16.

Article 19.

Lorsqu'un plan d'aménagement n'est pas soumis à l'approbation dans le délai prescrit, le Président de la République l'établit lui-même. Le Plan est adressé par celui-ci à l'autorité normalement chargée de l'établir.

Il est ensuite agi comme si le plan avait été établi par cette autorité.

Article 20.

20.1. Une copie conforme du plan d'aménagement approuvé est déposée au bureau de chacune des autorités suivantes:

Bourgmestres et Préfets intéressés, Ministres ayant respectivement l'Urbanisme et les terres dans leurs attributions. Chaque copie est mise à la disposition des services et du public qui le consultent librement.

20.2. Le Ministère ayant l'Urbanisme dans ses attributions s'assure que les autorités ci-dessus sont en possession des copies conformes du plan d'aménagement en vigueur.

17.3. Ibere yo kwemera pula, ashobora kugira utuntu ayihinduraho.

Ingingo ya 18.

18.1. Iyo Prezida wa Republika atemeye umushinga wa pula, ateguka ko hategurwa undi..

18.2. Umushinga wa pula wasubiwemo wongerwa gukorerwa imihango yateganyijwe mu ngingo ya 16.

Ingingo ya 19.

Iyo pula itoherejwe mu gihe cyateganyijwe kugira ngo yemerwe, Prezida wa Republika arayikorera.

Iyo pula ayohereza umutegetsi wagombaga kuyikora.

Manyuma hagakorwa ibigomba gukurikizwa nko mu gihe ari uwo mutegetsi wayikore.

Ingingo ya 20.

20.1. Kopi ihuje neza na pula yenewe ishyingirwa mu biro by'abategetsi bakurikira:

Kwa ba Bourgmestri na ba Peref babigenewe, kwa Ministri ushinze imitunganyirize y'imijyi na kwa Ministri ushinze iby'ubutaka. Buri kopi ishyingirwa aho abakozi ba Leta na rubanda bashobora kuyireba nta nkomyi.

20.2. Ministeri ishinze imitunganyirize y'imijyi igomba kumenya ko abategetsi bavuzwe haruguru babonye kopi zihuje neza na pula yenewe.

Article 21Ingingo ya 21.

21.1. Le Président de la République peut décider par arrêté, l'établissement d'un plan régional d'aménagement pour une région constituant un ensemble géographique ou économique.

21.1. Iteka rya Prezida wa Republika rishobora gutegeka ko uturere twegeranye cyangwa duhuje ubukungu twakorera pula yo kudutunganya.

21.2. L'arrêté délimite l'aire d'application du plan et fixe le délai dans lequel il doit être soumis à l'approbation du Président de la République, ledit arrêté désigne l'autorité chargée d'établir le plan régional.

21.2. Iteka rivuga ubuso bw'aho pula igarukira rikanashyiraho igihe igomba kuba yamazezeho ngo ayemere; iryo teka rivuga umutegetsi ushinze gukora pula y'imitunganyirize y'akarere.

Article 22.Ingingo ya 22.

22.1. Le plan régional figure notamment :

- a) l'affectation dominante des zones principales de la région en fonction notamment de leur aptitude culturelle, pastorale, forestière, urbaine ou industrielle;
- b) Les emplacements approximatifs réservés aux principaux équipements d'intérêt régional;
- c) le tracé approximatif des voies et communications d'intérêt régional.

22.1. Pula y'akarere igaragaza cyane cyane :

- a) icyo ibice bikomeye by'akarere bizagenerwa bakurikije uko bashobora guhinwa, kororerwa, guterwa amashyamba, kuzashyirwa umujyi cyangwa inganda;

- b) Ahateganyijwe ku buryo bugereraniye kuzashyirwa ibya ngombwa bifitiye akarere akamaro;
- c) ahateganyijwe ku buryo bugereraniye kuzanvuzwa imihanda n'ibyuma byo gutumanaho bifitiye akarere akamaro.

22.2. Moyennant une mention formelle, le plan régional peut figurer, pour certaines parties de la région, des indications habituellement réservées aux plans locaux.

22.2. Iyo byateganyijwe kubera impanvu igaragara, pula y'akarere ishobora, mu mbande zimwe na zimwe zako, kugaragaza ibisanzwe bitandukanye gusa pula rusange.

Article 23.

La procédure de consultation, d'approbation et de diffusion des plans régionaux est celle que définissent les articles 16 à 20

Les compétences exercées par le Ministère chargé de l'Urbanisme sont attribuées à l'autorité désignée conformément à l'article 21.2

TITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES II ET III.

Article 24.

24.1. Les plans d'aménagement sont révisés tous les quinze ans à dater de leur entrée en vigueur.

24.2. Le Président de la République peut en tout temps ordonner la révision anticipée d'un plan d'aménagement.

24.3. La procédure de révision est celle définie aux articles 16 à 18.

Article 25.

Les frais d'établissement et de révision des plans d'aménagement sont supportés par le budget de l'Etat.

Article 26.

Les restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété par les prescriptions des plans d'aménagement peuvent donner lieu à indemnité lorsque lesdites restrictions portent atteinte à des droits acquis.

Ingingo ya 23.

Amategako akurikizwa mu gukora ankete, kwemera no gutangaza pule z'uturere ni amwe n'avuwa mu ingingo ya 16 kugeza kuya 20

Ububasha bwagenewe Minisiteri ishinze imitunganyirize y'imiyi bwagurirwa amutegetsi wavuzwe bakurikiye ingingo ya 21.2.

INTERURO YA IV.

AMATEGEKO RUSANGE KU NTERURO YA II N'IYA III.

Ingingo ya 24.

24.1. Pula zo gutunganya ahantu zisubirwamo uko imyaka 15 itashye bahereye igihe zatangiyeye gukurikizwa.

24.2. Buli gihe cyose, Prezida wa Republika afite ububasha bwo gutegeka ko pula yasubirwaho n'aho igihe cyo kuyisubiraho cyaba kitaragashyirahwe.

24.3. Amategako akurikizwa igihe cyo gusubira muli pula ni avuwa kuya ku ingingo ya 16 kugeza ku ya 18.

Ingingo ya 25.

Amafranga yo gukora pula no kuzisubiramo agomba guteganywa kuli biye ya Leta.

Ingingo ya 26.

Kuzitira uburenganzira ku byerekeye umutungo bitewe n'amategako yateganyijwe na pula bishobora gutandirwa indishyi iyo uko kubuzitira kubuhungabanya kandi bwaregukanywe.

Article 27.

- 13 -

- 27.1. A l'intérieur des périmètres définis soit par les plans d'aménagement, soit par arrêtés présidentiels, nul ne peut, sans autorisation administrative préalable:
- a) édifier de nouvelles constructions ou les surélever;
 - b) déboiser, abattre des arbres vifs à haute tige faisant partie d'un ensemble forestier, routier, horticole ou décoratif, sauf le cas de nécessité urgente ou d'exploitation normale et sans préjudice à l'application des prescriptions relatives au régime forestier;
 - c) lotir totalement ou partiellement une propriété en vue de la construction;
 - d) aussi longtemps que l'autorisation de lotissement en vue de la construction n'a pas été délivrée, annoncer publiquement un tel lotissement, offrir en vente, aliéner ou acquérir une ou des parcelles d'un tel lotissement.
- 27.2. Les prescriptions du présent article dont notamment celles relatives à l'édification des constructions et aux lotissements sont applicables aux pouvoirs publics.
- 27.3. Les interdictions de construire et de lotir sont définitives ou provisoires. Les autorisations de construire ou de lotir peuvent être conditionnelles.

Ingingo ya 27.

- 27.1. Keretse abanje kubibonera uruhusa rw'ubutegets, ubundi ntawe ushobora gukora ibi bikulikira, mu mbaço z'ahantu hakorewe pula zo kuhatunganya cyangwa habujijwe n'iteka rya Prezida :
- a) kudira ibindi bishya yubaka cyangwa yungurazaho;
 - b) kurimbura cyangwa gutema ibiti by'ishyamba, ibikikiye umuhanda; ibigize ubusitani cyangwa ibyagenewe umulimbo, keretsé iyo hari imbamvu ikomeye yihutirwa cyangwa bitewe no kubikoresha bisanzwe ariko bikaba bitanyuranyije n'amategeko agenda amashyamba ;
 - c) gukeba ubutaka bwose cyangwa icyo cyabwo mu ibibanza byo kubakamo;
 - d) gutangaza ko hari bene ibyo bibanza, gushaka kubigurisha, kubitanga, guhabwa kimwe cyangwa byinshi muri ibyo bibanza, mu gihe cyose uruhusa rwo kubikeba kuqire ngo byubakwemo rutatangwa.
- 27.2. Ubutegets nabwo buqomba gukurikiza ibivugwa muri iyi ngingo, cyane cyane nko kubyerekeye kubaka no gukeba ibibanza.
- 27.3. Kubuza kubaka no gukeba ibibanza bishobora kuba burundu cyangwa by'ateganyo. Impushya zishobora gutangwa ari uko hakoze ibi n'ibi.

27.4. Le Ministre ayant l'Urbanisme dans ses attributions est habilité par le présent Décret-Loi à délivrer les autorisations de lotir et de bâtir. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs aux autorités préfectorales ou communales.

27.4. Ministri ushinzwe imitunganyirize y'imijyi ahawe n'iri Tegeko-Teka ububasha bwo gutanga impushya zo kubaka no gukeba ibibanza. Ashobora guha ububasha bwe bwose cyangwa idice cyabwo abategetsi ba Prefectura cyangwa ba Komisi.

Article 28.

En raison de motifs particuliers dûment constatés, les règlements d'urbanisme peuvent élargir ou restreindre le champ d'application de l'article 27.

Ingingo ya 28.

Iyo hali impamvu bwite zagarajwe ku buryo bwemewe, amategeko yerekeye imitunganyirize y'imijyi ashobora kwongera cyangwa kubanya imikurikirize y'amabwiriza avugwa mu ngingo ya 27.

Article 29.

29.1. Tout rejet de l'autorisation administrative préalable définie à l'article 27 doit être motivé.

29.1. Kwimana uruhusa rugomba gutangwa n'ubutegetsi nk'uko rwateganyijwe mu ngingo ya 27 bivugirwa impamvu.

29.2. Aucune autorisation administrative préalable ne peut aller à l'encontre des prescriptions des plans d'aménagement.

29.2. Nta ruhusa na rumwe rw'ubutegetsi rushobora kunyuranya n'amategeko yateganyijwe na pula zo gutunganya ahantu.

29.3. L'autorisation accordée est considérée comme non avenue s'il n'en est pas fait usage dans le délai d'un an à partir de la date de l'octroi.

29.3. Uruhusa rwatanzwe ruba imfabusa iyo rutakoreshejwe icyo rwesabiwe hashize umwaka kuva ku italiki rwatangiweho.

29.4. L'autorisation ne dispense pas l'intéressé de se conformer aux autres procédures prescrites par les lois et règlements.

29.4. Uwahawe uruhusa ntashobora kudakurikiza indi migenzereze yashyizweho n'amategeko n'amabwiriza.

Article 30.

30.1. Les plans d'expropriation doivent être conformes aux plans d'aménagement préalablement approuvés. L'acte d'approbation d'un plan d'aménagement vaut alors déclaration d'utilité publique. De plus le même acte peut valoir ordonnance d'expropriation dans les conditions

Ingingo ya 30.

30.1. Pula zo kwimura zigomba guhuza na pula zemewe zo gutunganya ahantu. Ubwo rero, iteka ryemera pula yo gutunganya ahantu rivamo itangazo ry'uko hariye gukorwa imilimo ifitiye Igihugu akamaro. Na none kandi iryo teka rishobora gutegeka ko habaho iyimura mu buryo

définies par la législation et la réglementation relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE V.

DU RECUEIL GENERAL DES INSTRUCTIONS EN MATIERE D'URBANISME, D'HYGIENE ET D'HABITAT.

Article 31.

31.1. Les Ministères ayant l'Urbanisme, le Plan, l'Hygiène Publique et l'Agriculture dans leurs attributions rédigeront un "recueil général des instructions en matière d'Urbanisme, d'hygiène et d'habitat", dit "manuel d'urbanisme".

31.2. Ce recueil d'instructions décrira les divers moyens de satisfaire aux exigences légales et réglementaires, y compris celles définies par les plans d'aménagement qui pourront s'y référer expressément.

31.3. Ce recueil aura également pour objet de proposer certaines méthodes d'amélioration des conditions d'organisation de l'espace, d'équipement et d'habitation.

31.4. Le projet de recueil sera soumis pour avis à la Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire.

31.5. Par Arrêté Présidentiel, tout ou partie de ces instructions pourront être transformées en prescriptions applicables à certaines parties du territoire national désignées par ledit Arrêté.

bukulikije amateneko n'amabwiziza byerekeye kwimura abantu kubera imilimo ifitiye Igihugu akamaro.

INTERURD YA V.

IBYEREKEYE IGITABO GIKUBIYEMO INYIGISHO ZEREKEYE IMITUNGANYIRIZE Y'IMIJYI, ISUKU N'UKO BAGOMBA GUTURA,

Ingingo ya 31.

31.1. Minisiteri zishinzwe imitunganyirize y'imijyi, Pula y'Igihugu, Isuku, n'Ubuhinzi, zizandika "igitabo gikubiyemo inyigisho zerekeye imitunganyirize y'imijyi, isuku n'uko bagomba gutura", kikazitwa "Igitabo cy'imitunganyirize y'imijyi."

31.2. Icyo gitabo cy'inyigisho kizerekana uburyo bwose bugomba gukurikizwa kuwira ngo bwubahirize amategeko n'amabwiriza, kimwe n'andi avugwa muri gula ashobora gukurwa muri icyo gitabo.

31.3. Icyo gitabo kizaba na none kibereyeho kuwira ngo gitange uburyo bumwe na bumwe buruseho bwerekeye ibyakorwa kuwira ngo ubutaka buturweho neza kimwe n'ibizabukoreshwaho n'amazu azabwubakwaho.

31.4. Umushinga w'icyo gitabo uzashyikirizwa Komisiyo isuzuma imitunganyirize y'imijyi n'ubutaka bw'Igihugu kuwira ngo igire icyo ibivugaho.

31.5. Bishyizweho n'Iteka rya Prezida, izo nyigisho zose cyangwa icyo cyazo zishobora kuvanwaho amateneko adomba gukurikizwa mu mpanze zimwe na zimwe z'Igihugu zavuzwe n'iryo Teko.

TITRE VI.
DE LA COMMISSION NATIONALE DE
L'URBANISME ET DE L'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE.

Article 32.

32.1. La Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire a un rôle de proposition, de consultation et d'harmonisation.

Elle émet des avis

32.2. Elle contribue à la définition et à l'exécution de la politique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

32.3. La Commission étudie toute question que lui soumettent son Président, son Vice-Président et le Comité technique prévu à l'article 36.

Article 33.

33.1. La Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire est composée comme suit:

a) Le Secrétaire Général au Ministère ayant l'Urbanisme dans ses attributions, Président;

b) Le Secrétaire Général au Ministère ayant le Plan dans ses attributions, Vice-Président;

c) Les délégués des départements ayant dans leurs attributions:

-les terres;

-l'agriculture;

-l'élevage;

-les eaux et forêts;

-les finances, l'économie et le commerce;

INTURURO YA VI.

IBYEREKEYE KOMISIYO ISUZUMA IMITUNGA-
NYILIZE Y'IMIJYI N'UBUTAKA BW'IGIHUGU.

Ingingo ya 32.

32.1. Komisiyo isuzuma imitunganyirize y'imijyi n'ubutaka bw'Igihugu ishinzwe gutanga inama, kuzigishwa no guhuza imikorere y'abashinzwe iby'imijyi n'ubutaka.

Igaragaza icyifuzo cyayo.

32.2. Igoboka mu byo gushinga no gukurikiza politiki yerekeye imitunganyirize y'imijyi n'ubutaka bw'Igihugu.

32.3. Komisiyo isuzuma ikibazo cyose ishyikirijwe na Prezida, Visi-Prezida bayo n'Amakama k'impuguke kavugwa ku ingingo ya 36.

Ingingo ya 33.

33.1. Komisiyo isuzuma imitunganyilize y'imijyi n'ubutaka bw'Igihugu igizwe na:

a) Umunyamabanga muri Ministeri ishinzwe imitunganyirize y'Imijyi, Prezida;

b) Umunyamabanga w'ubushinzwe muri Ministeri ishinzwe Bure bwa Igihugu, Visi-Prezida;

c) Intumwa za Ministeri zishinzwe:

-Ubutaka;

-ubuhinzi;

-ubworozi;

-amazi n'amashyamba;

-imali, ubukungu n'ubucuruzi;

.../...

35.2. Il désigne un Secrétaire permanent de la Commission.

TITRE VII.
DU COMITÉ TECHNIQUE.

Article 36.

36.1. Le Comité Technique prépare l'ordre du jour des réunions de la Commission.

Il est présidé par le Président de la Commission ou en cas d'empêchement par son Vice-Président.

Le Président désigne le rapporteur parmi les membres du Comité Technique.

36.2. En cas d'urgence, le Comité Technique supplée la Commission Nationale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

36.3. Le Comité Technique est formé des délégués des départements ayant dans leurs attributions:

- a) les terres;
- b) la planification;
- c) le développement communal;
- d) l'hygiène publique;
- e) l'urbanisme;
- f) la justice.

TITRE VIII.
DISPOSITIONS PÉNALES.

Article 37.

37.1. Sans préjudice des peines plus sévères prévues par le Code Pénal, les infractions aux prescriptions des plans d'aménagement, aux règles générales d'aménagement, au recueil de l'article 31, à l'article 27 du présent Décret-Loi ou

35.2. Ashyiraho Umunyamabanga ushinze igihe cyose imilimo ya Komisiyo.

INTURU YA VII.
IBYEREKEYE AKANAMA K'IMPUGUKE.

Ingingo ya 36.

36.1. Akanama k'impuguke gategura ibizigwa mu nama za Komisiyo.

Prezida wako ni Prezida wa Komisiyo cyangwa yaba yagize impanvu imubuza kuza, akaba Visi-Prezida wayo.

Prezida atoranya mu bagize akanama k'impuguke umwanditsi w'ibikavugirwamo.

36.2. Ihu gihe byihutirwa, akanama k'impuguke gasimbura Komisiyo isuzuma imitunganyirize y'imijyi n'ubutaka by'Igihugu.

36.3. Akanama k'impuguke kagizwe n'intunwa za Ministeri zishinzwe:

- a) ubutaka;
- b) imishinga ya Leta;
- c) amajyambere muri Komini;
- d) isuka;
- e) imitunganyirize y'imijyi;
- f) ubucamanza.

INTURU YA VIII.
IBYEREKEYE IBIHANO.

Ingingo ya 37.

37.1. Bitabujije ibihano birushijeho gukomera byateganyijwe n'Igitabo cy'A-mategeko ahana, guca ku mategeko yashyizweho na pula z'imitunganyirize y'ahantu, ku mategeko rusange yo gutunganya ahantu, ku nyigisho z'igitabo cyivugwa ku ingingo ya 31, ku bivugwa mu ingingo ya 27 y'iri Tegeko-Teka cyangwa

ou aux prescriptions édictées en : cyangwa ku mategeko yashyizweho bahu-
application de l'article 39 de celui- rikije ingingo ya 39 yaryo, bihanishwa
ci, sont punies d'un emprisonnement : igifungo bitorezwa amezi 4 n'ihazabu
de 4 mois au maximum et d'une amende : y'amafranga kuva ku 10.000 kugeza
de 10.000 à 50.000 francs ou d'une : ku 50.000 cyangwa kimwe gusa muli
de ces peines seulement. : ibyo bihano.

37.2. Indépendamment de la peine, : 37.2. Uretse ibyo bihano, Urukiko
le Tribunal prononce la réparation : rutegeka gusubiranya ibyangijwe bitewe
de l'infraction, si cette répara- : no guca ku itegeko, iyo uko kubisubi-
tion est demandée par l'Adminis- : ranya byasabwe n'Ubutegetsi kandi
tration et dans la mesure où elle : bigakorwa ku buryo byasabwe. Urukiko
est demandée. Le Tribunal fixe un : rutanga igihe cyo gusubiranya ibyo
délai pour la réparation. : byangijwe.
En cas d'inexécution totale ou : Iyo mu gihe cyatanze bitasubiranyijwe
partielle de la réparation dans le : byose cyangwa hasubiranyijweho igice,
délai prescrit, il peut y être : Ubutegetsi bushobora guhita bubyikorera
procédé d'office aux frais du : cyangwa bigakorwa n'umunyamapatanu
contrevenant, soit par l'Adminis- : bubibwiye, ariko amafranga yo kubikora
tration, soit par un entrepreneur : agatangwa n'uwakoze icyaha.

Article 38.

Le Ministre de la Justice
désigne les personnes spécialement
chargées de la recherche et de la
constatation des infractions
visées à l'article précédent.
Il fixe leur ressort.

: Ingingo ya 38
: Ministri w'Ubucamanza ashiraho
: abantu bashinzwe kugenza no kwitegereza
: uko ibyaha bivugwa mu ngingo ibanza
: byakozwe.
: Avugaga ifasi bazakoreramo.

TITRE IX.
DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 39.

39.1. Le Ministre ayant l'Urbanisme dans
ses attributions est habilité par
le présent Décret-Loi à prescrire:
a) les règles auxquelles doivent
répondre les constructions et
les plantations au point de vue
de la sécurité, de l'hygiène, de
l'esthétique, ainsi que de la
nature, de la qualité et la mise
en oeuvre des matériaux;

: INTESHO YA IX.
: IBYIHE BIYUGWA.
: Ingingo ya 39.
: 39.1. Ministri ushinze imitunganyirize
: y'imijyi aha n'iri Tegeko-Teka
: ububasha bwo gashyiraho:
: a) amategeko agenga ubwubatsi n'itera
: ry'ibimera, aya mategeko akaba
: yerekeye kwirinda ibyago, kugira
: isuku, gukora ibinogeye amaso ndetse
: akanavugaga ubwoko n'imiterere
: y'ibikoroshya n'uko bizakoroshya;

b) les règles à observer pour
l'exécution des travaux.

b) amategako agomba gukurikizwa
igihe imilimo ikorwa.

39.2. Il détermine l'aire d'appli-
cation de ces prescriptions.

39.2. Avuga n'abantu ayo mategeko
agomba gukurikizwa.

Article 40;

Ingingo ya 40.

Les dispositions contraires
au présent Décret-Loi sont abrogées:

Amategako anyuranyije n'iri
Tegeko-Teka avanyweho.

Article 41.

Ingingo ya 40.

Le Présent Décret-Loi entre
en vigueur le jour de sa publica-
tion au journal officiel.

Iri Tegeko-Teka rizatangira
gukurikizwa ku munsu ryatangajwe muri
Gazeti ya Leta.

Kigali, le
HABYARIMANA Juvénal,
Général-Major.

Kigali, kuwa
HABYARIMANA Yuvenali,
Général-Major.